



MARCHE PUBLIC DE FOURNITURE ET DE SERVICES

N° MNS 2025-05

Prestations de surveillance et de télésurveillance Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Objet du marché

Prestations de surveillance et de télésurveillance du Musée National du Sport

Procédure de passation

La consultation est passée selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

Pouvoir adjudicateur

6, allée Camille Muffat
Stade Allianz Riviera
06200 Nice
04 89 22 44 05

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Madame la directrice générale du Musée National du Sport

Comptable assignataire :

Monsieur l'agent comptable du Musée National du Sport

Date limite de remise des offres

Date : 13 janvier 2025
Heure : 12h00

Ce document comporte 16 pages y compris celle de garde

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ	4
1.1 <i>Objet du marché</i>	4
1.2 <i>Prestations occasionnelles ou complémentaires</i>	4
1.3 <i>Procédure de passation</i>	5
1.4 <i>Allotissement</i>	5
ARTICLE 2. FORME DU MARCHÉ - FRACTIONNEMENT	5
2.1 <i>Forme du marché</i>	5
2.2 <i>Fractionnement du marché en bons de commande</i>	5
ARTICLE 3. DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION	5
3.1 <i>Durée du marché</i>	5
3.2 <i>Délai d'exécution</i>	6
3.3 <i>Prolongation des délais d'exécution</i>	6
3.4 <i>Modification du marché</i>	6
3.5 <i>Clauses de réexamen</i>	6
3.6 <i>Pouvoir adjudicateur, autorité compétente</i>	6
3.7 <i>Lieux d'exécution des prestations</i>	6
ARTICLE 4. – CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ	7
4.1. <i>Pièces constitutives du marché</i>	7
4.2. <i>Prix</i>	7
4.3 <i>Contenu des prix</i>	7
4.4 <i>Modalité de variation des prix</i>	7
4.5. <i>Modalités de règlement et de prix</i>	7
4.6 <i>Cautionnement</i>	7
4.7 <i>Retenue de garantie</i>	7
ARTICLE 5. – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	7
ARTICLE 6– PERSONNEL	8
6.1 <i>Reprise de personnel</i>	8
ARTICLE 7 – ASSURANCES	9
ARTICLE 8 – REGLEMENTATION	9
8.1 <i>Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail</i>	9
8.1.1. <i>Travailleurs étrangers</i>	9
8.1.2. <i>Liste nominative du personnel et qualification</i>	9
8.1.3. <i>Visites médicales</i>	10
8.1.4. <i>Vêtements de travail</i>	10
8.1.5. <i>Comportement du personnel</i>	10
8.2. <i>Suivi du marché</i>	10
8.3. <i>Sous-traitance</i>	10
8.4. <i>Force majeure</i>	11
8.5. <i>Clause de non-exclusivité</i>	11
8.6. <i>Responsabilité du titulaire</i>	11
8.7. <i>Obligation de confidentialité</i>	11
ARTICLE 9 FACTURATION ET MODE DE REGLEMENT	12
9.1. <i>Facturation</i>	12
9.2 <i>Paiement des sous-traitants</i>	13
9.3 <i>Délais de paiement</i>	13
9.4 <i>Intérêts moratoires</i>	13
ARTICLE 10 AVANCES ET ACOMPTES	13
ARTICLE 11 PENALITES	13
11.1 <i>Absence de prise de service sur la main courante électronique</i>	13
11.2 <i>Absence de fin de service sur la main courante électronique</i>	14
11.3 <i>Retard d'un agent</i>	14
11.4 <i>Absence de mise sous alarme anti-intrusion d'un local ou du bâtiment</i>	14
11.5 <i>Perte du matériel</i>	14
11.6 <i>Absence aux réunions prévues dans le cadre du marché</i>	14
11.7 <i>Absence de la tenue vestimentaire</i>	14
11.8 <i>Non transmission des plannings généraux</i>	14
11.9 <i>Absence de compte-rendu d'incident sur la main courante électronique</i>	14
11.10 <i>Absence de PTI</i>	14
11.11 <i>Transmission des factures</i>	14
11.12 <i>Absence d'une lampe torche « grande portée »</i>	14

11.13	<i>Absence d'un passage d'un contrôleur</i>	14
11.14	<i>Non-respect de la procédure de formation</i>	14
11.15	<i>Dégradations volontaires du matériel ou négligences.....</i>	15
11.16	<i>Non-respect du délai d'envoi d'un devis pour une prestation exceptionnelle</i>	15
11.17	<i>Non-respect de la transmission d'information relative à la masse salariale.....</i>	15
ARTICLE 12	RESILIATION	15
12.1	<i>Dispositions générales</i>	15
ARTICLE 13	LIEU DE JURIDICTION.....	15
ARTICLE 14	DEROGATIONS CCAG-FCS	15

PREAMBULE

Le Musée National du Sport est implanté depuis juin 2014 à Nice, dans le stade Allianz Riviera. Il souhaite confier à un prestataire la gestion des prestations de surveillance et de gardiennage des locaux dans le cadre d'un marché.

Labellisé « musée de France », le Musée National du Sport est l'institution de référence dédiée à la préservation et à la valorisation du patrimoine sportif français. Fort d'un patrimoine riche et diversifié, le Musée National du Sport conserve précieusement près de 50 000 objets et 400 000 documents qui témoignent de l'histoire du sport et de ses acteurs. Ces collections exceptionnelles, allant des équipements sportifs emblématiques aux archives inédites, en passant par les œuvres d'art et les récompenses, offrent un regard unique et passionnant sur l'évolution des pratiques sportives, les exploits des athlètes et l'impact du sport sur la société. Consacré aux sports dans toutes leurs diversités, le Musée National du Sport s'adresse à tous.

Le Musée National du Sport est un établissement public administratif recevant du public de type Y

Article 1. OBJET DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) a pour objet de définir les conditions d'exécution des prestations de surveillance et de gardiennage des locaux du Musée National du Sport à Nice.

Les prestations doivent permettre d'assurer la surveillance des accès, la sécurité incendie, de prévenir, d'intervenir et de contrôler toute action suspecte sur le Musée, d'accueillir, de renseigner, de filtrer toute personne qui en demande l'accès et secourir tout individu en difficulté.

Ces prestations s'exécutent la journée, lors des périodes d'ouverture du Musée au public (horaires d'été soit de juin à août de 10h00 à 18h00 et horaires d'hiver soit de septembre à mai de 10h00 à 17h00, fermé le lundi).

Une prestation de télésurveillance est attendue dans le cadre de la présente consultation, en dehors des périodes d'ouverture du Musée à son personnel et au public. Le titulaire devra assurer une télésurveillance des alarmes intrusion et une levée de doute par envoi d'un agent.

En complément, il est attendu du titulaire qu'il puisse assurer renforcement de la prestation pour des manifestations événementielles diverses (colloque, séminaire, etc.).

1.2 Prestations occasionnelles ou complémentaires

Pendant la durée de validité du marché, le Musée National du Sport pourra demander au titulaire des prestations supplémentaires pour des besoins particuliers.

Ces prestations seront notifiées au titulaire par un bon de commande suivant les conditions financières en Annexe 1 de l'acte d'engagement.

Les prestations occasionnelles ou complémentaires (événementiel, maître-chien, circonstances particulières...) feront l'objet d'un bon de commande que le Musée National du Sport se réserve le droit de mettre en concurrence.

Le Musée National du Sport se réserve toutes possibilités pour y faire face, dans le respect de la réglementation en vigueur en matière de mise en concurrence.

1.3 Procédure de passation

La consultation est passée selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un marché de services soumis au Cahier des clauses administratives générales relatif aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS).

1.4 Allotissement

Les prestations font l'objet d'un marché unique, l'objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes. La dévolution en lots serait de nature à rendre l'exécution des prestations techniquement difficile.

Article 2. FORME DU MARCHÉ - FRACTIONNEMENT

2.1 Forme du marché

Il s'agit d'un marché mixte forfaitaire et à bons de commandes. Il est conclu, pour partie, à prix forfaitaires et pour partie, à prix unitaires, sans montant minimum, ni montant maximum annuel.

2.2 Fractionnement du marché en bons de commande

La consultation ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots. Les prestations donneront lieu à un marché unique.

Les prestations du marché sont exécutées par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins. Chaque bon de commande précise celles des prestations décrites dans le marché dont l'exécution est demandée. Il en détermine la quantité.

Le marché sera conclu avec **un seul opérateur économique**.

Le montant annuel de la partie forfaitaire HT est fixé à l'acte d'engagement.

Pour les prestations associées ponctuelles et/ou exceptionnelles, il s'agit de bons de commande sans montant minimum ni montant maximum sur l'ensemble du marché.

Article 3. DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION

3.1 Durée du marché

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG-FCS, la date prévisionnelle de démarrage des prestations du marché est prévue le 1^{er} février 2026.

Il est conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter de cette date. Il sera renouvelé par tacite reconduction trois (3) fois par période de 12 mois, sans que sa durée initiale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Le marché pourra être dénoncé annuellement par l'une ou l'autre des parties contractantes, par lettre recommandée avec accusé de réception sous respect d'un préavis de deux (2) mois avant la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

En cas de non-reconduction du marché, le pouvoir adjudicateur adresse une décision de non-reconduction au titulaire deux (2) mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut s'opposer à cette décision.

Le Musée National du Sport peut émettre des bons de commande pendant toute la durée de validité du marché. Les bons de commandes notifiés pendant la période de validité sont à exécuter jusqu'à leur terme.

Une phase de prise en charge du marché préalable au démarrage du contrat est envisagée à partir de la notification.

3.2 Délai d'exécution

La date de début d'exécution des prestations est fixée au **1^{er} février 2026**.

3.3 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAGFCS sont seules applicables.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG FCS, en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence du pouvoir adjudicateur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

3.4 Modification du marché

Le marché peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 21941 à R. 219410 du Code de la commande publique.

3.5 Clauses de réexamen

Le marché pourra en outre être modifié en application de clauses de réexamen, conformément à l'article R 21941 du Code de la Commande Publique.

Ces clauses de réexamen portent sur :

- La durée d'exécution du marché ;
- Le transfert du contrat auprès d'un nouveau titulaire, sous réserve que l'établissement ait préalablement donné son accord exprès sur ce transfert ;
- Des prestations nouvelles et complémentaires avec l'objet du marché.

La mise en œuvre de ces clauses de réexamen est à l'initiative du pouvoir adjudicateur. Leur application fera l'objet d'un avenant.

3.6 Pouvoir adjudicateur, autorité compétente

- Représentant légal du pouvoir adjudicateur : Mme Marie GRASSE, Directrice Générale.
- Personne habilitée à recevoir les documents adressés au représentant légal : Mme Frédérique DEVAUX, Secrétaire Générale & Cheffe des services financiers.
- Comptable assignataire des paiements : L'Agent comptable du Musée National du Sport.
- Référent chargé du suivi de l'exécution du marché : Mme Gracete MONTEIRO, Responsable RH et bâtiment

3.7 Lieux d'exécution des prestations

Les prestations sont à réaliser exclusivement au sein du :

Musée National du Sport
Stade Allianz-Riviera
6 Allée Camille Muffat
06200 NICE

Contact référent : gracete.monteiro@museedusport.fr

En cas d'absence, contact : frederique.devaux@museedusport.fr

Article 4. – CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

4.1. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG – FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF n°0078 du 01 avril 2021.
- Le mémoire technique du titulaire.
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications éventuelles, postérieurs à la notification du marché.
- La note portant sur la clause environnementale

En ce qui concerne l'AE, le CCAP et le CCTP, seul l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait foi.

4.2. Prix

Le marché est traité à prix fermes renseignés dans **l'annexe financière**, défini à l'acte d'engagement du présent marché.

L'unité monétaire est l'euro.

4.3 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres et ce quel que soit le montant de la commande ou le nombre de produits commandés.

Le marché est traité à prix unitaire. Les prix unitaires du bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement (annexe 1) seront appliqués aux nombres d'heures de gardiennage réellement effectuées pour chaque catégorie de prestation.

4.4 Modalité de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

4.5. Modalités de règlement et de prix

Mode de financement : budget de l'établissement public administratif Musée National du Sport

Mode de paiement : Le mode de règlement est le virement.

4.6 Cautionnement

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement.

4.7 Retenue de garantie

Il ne sera pas opéré de retenue de garantie.

Article 5. – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

En référence à l'article 7 du CCAG-FCS, le candidat fournira une note précisant la démarche environnementale de l'entreprise et l'intégration des considérations environnementales en explicitant les choix techniques et les impacts réduits de la prestation.

Le non-respect de ces engagements pourra donner lieu à des pénalités contractuelles et sera pris en compte dans l'évaluation de la qualité de la prestation.

ARTICLE 6– PERSONNEL

6.1 Reprise de personnel

Les candidats sont informés que, conformément à l'article L1224-1 du code du travail et la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité, de l'obligation de reprise de 100% des salariés justifiant d'une ancienneté contractuelle de 4 ans ou plus et d'au moins 85 % du personnel ne remplissant pas les conditions d'ancienneté (dans la limite du nombre de personnes nécessaires au contrat) par le nouveau titulaire du marché.

Chaque candidat est invité à s'informer de la législation en vigueur concernant les conditions de reprise du personnel.

6.2 Présentation du personnel à reprendre

La désignation des agents actuellement en charge des missions est indiquée à l'article 4 du CCTP. Le titulaire a l'obligation de proposer à ces agents un contrat de travail reprenant leurs fonctions et leur rémunération.

Pour l'année 2025, un titulaire 100% et un suppléant 50% sont affectés au musée et la part du coût du personnel est évaluée à 34 420.32 euros (masse salariale brute hors primes) sur le marché de surveillance et de gardiennage des locaux du Musée National du Sport.

Pour des raisons de confidentialité, le détail du coût du personnel sera communiqué aux candidats qui en feront expressément la demande auprès du référent de ce marché, désigné à l'article 3.7 du présent CCAP durant la passation du marché.

6.3 Transmission d'informations

Le titulaire sera dans l'obligation de transmettre au Musée National du Sport les informations concernant le personnel à reprendre afin que lesdites informations puissent être transmises aux futurs candidats du marché suivant. Ainsi, il incombera au titulaire, 6 mois avant chaque date anniversaire et dans un délai de 3 jours à compter de la demande du Musée, de communiquer les informations suivantes :

- Le nombre et la qualification de l'ensemble des agents sollicités pour l'exécution du marché.
- La nature du contrat
- Les éventuels avantages
- L'ancienneté des agents sur les sites.
- L'équivalent temps plein.
- Le coût correspondant à la masse salariale employée dans le cadre de l'exécution du marché,
- Et tout autre élément jugé utile par le Musée ou par le titulaire.

Les informations transmises devront respecter les obligations posées dans la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité en vigueur lors de la demande.

Le titulaire ne pourra invoquer le secret des affaires ou tout autre principe, règles ou pratiques professionnelles pour ne pas répondre à cette obligation.

Le titulaire sera également dans l'obligation de transmettre ces informations, au cours de l'exécution du marché, sur demande expresse du pouvoir adjudicateur.

En cas de non-respect, ou de données fausses, il sera fait application de l'article « Pénalités » du présent CCAP.

ARTICLE 7 – ASSURANCES

Le **Titulaire** du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est responsable de l'ensemble des dommages qui pourraient être causés à toutes personnes ou à tous biens, appartenant à l'administration ou à des tiers notamment le public, du fait de sa présence dans les locaux.

L'administration est dégagée de toute responsabilité pour toute disparition ou détérioration des matériels ou de marchandises appartenant au **Titulaire** et entreposés pour l'exécution des prestations objet du présent marché.

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le **Titulaire** doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le **Titulaire** doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est **Titulaire** de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le **Titulaire** doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Il sera en outre stipulé dans les polices d'assurances, que les compagnies d'assurances ne pourront se prévaloir de déchéance pour retard dans le paiement des primes de la part du **Titulaire** qu'un mois après la notification par lettre recommandée à l'administration de ce défaut de paiement.

L'administration aura alors la faculté de se substituer au **Titulaire** pour effectuer ces paiements sous réserve de son recours contre ledit **Titulaire**.

Le **Titulaire** se substitue à éventuels ses sous-traitants en cas de couverture d'assurance insuffisante de leur part.

ARTICLE 8 – REGLEMENTATION

8.1 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

8.1.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou d'accords internationaux.

8.1.2. Liste nominative du personnel et qualification

Le titulaire devra fournir à la personne publique la liste nominative du personnel ainsi que leur qualification, au moins quinze jours après la notification du marché tel que défini sur le présent C.C.A.P. Cette liste sera tenue à jour de manière permanente.

A chaque actualisation, la liste sera transmise au représentant du Musée National du Sport.

La qualification du personnel devra être certaine, et conforme à la réglementation en vigueur, à savoir l'arrêté du 30 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 2 mai 2005 relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur et toute actualisation législative ou réglementaire faisant suite.

Aux vues de la liste nominative et des pièces justificatives, la personne publique se réserve le droit de repousser la candidature d'un agent proposé par le titulaire.

8.1.3. Visites médicales

Le titulaire devra obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction ou au plus tard avant la fin de la période d'essai. Il soumettra d'autre part son personnel aux examens périodiques prévus par la législation en vigueur.

Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique seront consignées par le titulaire sur un registre spécial. Une copie des certificats médicaux sera systématiquement envoyée à la personne publique.

8.1.4. Vêtements de travail

Le titulaire devra doter son personnel d'un vêtement de travail, d'un type et d'une couleur agréés par la personne publique, en conformité avec le décret n° 86-1099 du 10 octobre 1986.

En outre, tous les agents en activité devront porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise. Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

8.1.5. Comportement du personnel

Le personnel du titulaire devra faire preuve de la plus grande correction. En outre, tout agent devra savoir comprendre, lire, écrire et s'exprimer en français de manière correcte.

8.2. Suivi du marché

Comme indiqué à l'article 3.7 du présent CCAP, la personne publique désigne **Madame Gracete MONTEIRO** comme la personne référente chargée du suivi et de la bonne exécution du marché en matière de sûreté et de sécurité incendie. Elle aura notamment en charge de vérifier la qualification des personnels mis en place pour l'exécution des prestations, ainsi que de leur présence effective aux horaires et lieux indiqués dans le C.C.T.P.

En cas d'absence de la personne référente, le contact est Madame Frédérique DEVAUX, secrétaire générale et cheffe des services financiers.

8.3. Sous-traitance

Le pouvoir adjudicateur tient à faire savoir que les situations de sous-traitance sont particulièrement à proscrire dans ce marché compte tenu des prestations demandées.

Si un cas de sous-traitance s'avère inévitable dans l'exécution du marché, son agrément sera soumis à une demande officielle transmise au musée national du sport, au moyen du formulaire DC4, avant tout commencement d'exécution. Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet, les mêmes pièces de candidature que le titulaire à l'exception du formulaire DC1.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours d'exécution selon les modalités définies aux articles R.21933, R.21934 du Code de la Commande Publique et à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

Le titulaire demeure le seul interlocuteur et le seul responsable vis-à-vis de l'administration. Il assume donc entièrement seul, pendant la durée du marché, devant l'administration comme devant tous tiers, l'entière responsabilité liée à l'exécution des prestations.

L'acceptation éventuelle du sous-traitant n'interviendra qu'après un examen attentif du sous-traitant proposé. Le prestataire qui laisserait s'installer une situation de sous-traitance de fait s'expose à la résiliation pour faute du marché dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

8.4. Force majeure

Est considéré comme cas de force majeure au sens du présent marché tout événement imprévisible, irrésistible et extérieur à la volonté de l'une des parties et considéré comme tel par les tribunaux.

Tout événement de ce type entraîne pour les parties l'obligation de se concerter afin de tenter de poursuivre au mieux l'exécution du présent marché. Si cela s'avère impossible, les parties se rencontreront pour décider d'un commun accord, par exemple de la suspension ou la résiliation de celui-ci.

Si l'établissement était dans l'obligation de fermer, dans le cas où pour raisons sanitaires ou de sécurité, et notamment en période d'état d'urgence légalement déclaré par le gouvernement (ex : pandémie de type Covid 19), le présent marché public serait suspendu. Aucune prestation ne saurait alors être facturée.

8.5. Clause de non-exclusivité

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire réaliser certaines prestations, similaires à celles prévues dans le présent marché par des tiers, si le titulaire n'est pas en mesure de répondre à une demande exceptionnelle et spécifique.

8.6. Responsabilité du titulaire

Le titulaire est responsable de tout accident ou dommage que l'exécution des prestations prévus au présent marché ou que son personnel pourrait causer.

Il sera tenu pour responsable de tout dommage (notamment dégradation volontaire ou par négligence) qui pourrait survenir à la suite d'un défaut d'entretien des matériels. En cas de dommage il sera fait application de l'article « Pénalités » du présent CCAP.

8.7. Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le personnel du titulaire est donc tenu de ne pas divulguer à qui que ce soit et sous quelque forme que ce soient des informations, renseignements, documents dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution des prestations sans un accord préalable écrit de l'administration.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

9.1. Facturation

Dans le cadre de la dématérialisation des factures, la transmission des factures via le portail Chorus Pro est obligatoire. Le portail est accessible au lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Les fournisseurs pourront suivre via Chorus Pro le cycle de vie de leur facture : déposée, en cours d'acheminement vers le destinataire, mise à la disposition du destinataire, rejetée, suspendue, mise à la disposition du comptable, mise en paiement.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Le marché étant considéré comme s'exécutant de façon continue, les factures seront établies de manière détaillée et seront remises impérativement à la personne publique au plus tard le 8 de chaque mois (cachet de La Poste faisant foi), pour les prestations effectuées le mois précédent.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 6° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 7° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 8° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 9° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 10° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 11° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 12° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 13° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Seront jointes à celles-ci, une copie du planning du mois correspondant et cela pour chaque site.

Le montant à facturer résulte de l'application des prix du bordereau de l'annexe financière aux quantités réellement facturées.

Les prestations occasionnelles étant facturées séparément et conformément à la commande, devront quant à elles comporter le numéro de bon de commande.

9.2 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L2193-10 à L2193-14 et R2193-10 à R2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée. En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

9.3 Délais de paiement

Le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif émis par le comptable assignataire, en créditant le compte ouvert au nom du titulaire précisé à l'acte d'engagement, ou celui des éventuels sous-traitants.

9.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 10 AVANCES ET ACOMPTES

Il sera fait application de l'article 11 .1 A et 11.2 du CCAG-FCS.

Sauf renonciation du titulaire indiquée à l'acte d'engagement, une avance lui est accordée en application du code de Commande Publique ;

Cette avance est remboursée à l'administration dans les conditions prévues à l'article R.21913 et suivants du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 11 PENALITES

Les pénalités forfaitaires suivantes s'appliquent, sur constat effectué par le service en charge du suivi du marché, et par émission d'un état qui sera joint à la facture mensuelle, par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS.

Toutes les pénalités sont cumulables.

L'article 14.1.3 du CCAG-FCS ne s'applique pas. Toutefois, quel que soit le montant des pénalités, le Musée National du Sport se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités précitées.

11.1 Absence de prise de service sur la main courante électronique

L'absence de prise de service d'un personnel de la société sur la main courante électronique sera sanctionnée d'une pénalité de 100 € HT par manquement constaté.

11.2 Absence de fin de service sur la main courante électronique

L'absence de fin de service d'un personnel de la société sur la main courante électronique sera sanctionnée d'une pénalité de 100 € HT par manquement constaté.

11.3 Retard d'un agent

Le retard d'un agent sera sanctionné d'une pénalité de 60 € HT par heure d'absence sur un poste. De plus, ce retard sera déduit de la facture correspondante.

11.4 Absence de mise sous alarme anti-intrusion d'un local ou du bâtiment

Dans le cas où le Musée National du Sport constaterait qu'un local ou bâtiment n'a pas été mis sous alarme anti-intrusion, ce manquement sera sanctionné par une pénalité de 100 € HT.

11.5 Perte du matériel

Dans le cas où la personne publique constaterait la perte d'un ou plusieurs matériels, cette négligence sera sanctionnée d'une pénalité de 300 € HT par matériel perdu.

La personne publique transmettra le devis, pour le remplacement du matériel perdu, à la société titulaire du marché qui devra le prendre en charge.

11.6 Absence aux réunions prévues dans le cadre du marché

L'absence d'une personne de la société titulaire du marché de gardiennage aux réunions prévues dans le cadre du marché sera sanctionnée d'une pénalité de 150 € HT par intervenant attendu.

11.7 Absence de la tenue vestimentaire

Le non-port du vêtement de travail complet indiqué dans le C.C.T.P. sera sanctionné d'une pénalité de 100 € HT par manquement constaté.

11.8 Non transmission des plannings généraux

La non-transmission des plannings généraux dans les délais fixés dans le C.C.T.P. sera sanctionnée par une pénalité de 100 € HT par jour de retard.

11.9 Absence de compte-rendu d'incident sur la main courante électronique

L'absence de compte-rendu d'incident sur la main courante électronique sera sanctionnée d'une pénalité de 100 € HT par jour et par agent.

11.10 Absence de PTI

L'absence d'un PTI sera sanctionnée d'une pénalité de 100 € HT par heure d'absence.

11.11 Transmission des factures

La non-transmission des factures au plus tard le 8 du mois suivant (cachet de La Poste faisant foi) sera sanctionnée d'une pénalité de 10 % de la facture manquante.

11.12 Absence d'une lampe torche « grande portée »

L'absence de lampe torche dans un PC Sécurité sera sanctionnée d'une pénalité de 100 € HT par jour.

11.13 Absence d'un passage d'un contrôleur

L'absence d'un passage d'un contrôleur sur le site sera sanctionné d'une pénalité de 300 € HT.

11.14 Non-respect de la procédure de formation

Le non-respect de la procédure de formation indiquée fera l'objet d'une pénalité de 250 € HT.

11.15 Dégradations volontaires du matériel ou négligences

Dans le cas où la personne publique constaterait la dégradation d'un ou plusieurs matériels, cette négligence sera sanctionnée d'une pénalité de 500 € HT par matériel dégradé.

La réparation et ou le remplacement de ce matériel sera en plus, à la charge du titulaire.

11.16 Non-respect du délai d'envoi d'un devis pour une prestation exceptionnelle

Le non-respect du délai d'envoi d'un devis pour une prestation exceptionnelle sera sanctionné d'une pénalité de 150 € HT.

11.17 Non-respect de la transmission d'information relative à la masse salariale

En cas de non-respect de l'article 6.1 et 6.2 du CCAP consacré à l'« Informations relatives à la masse salariale », le titulaire se verra appliquer une pénalité de 100 € HT par jour de retard sans mise en demeure préalable.

Si le retard est supérieur à 15 jours, en cas de refus du titulaire de transmettre l'information ou en cas de transmission d'informations jugées erronées par le Musée, le titulaire encourt une pénalité de 300 € HT par jour de retard sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 12 RESILIATION

12.1 Dispositions générales

Les dispositions prises en matière de résiliation du marché sont celles définies au chapitre 7 du CCAG-FS. Le marché pourra être résilié en particulier lors de non-respect des obligations du titulaire et ce de manière répétée sans que le titulaire puisse prétendre à indemnités.

En outre, le pouvoir adjudicateur pourrait résilier le marché à tout moment et sans indemnité si les prestations réalisées s'avéraient différentes des prestations prévues à l'acte d'engagement, par décision avec date d'effet, envoyée en recommandé avec accusé de réception précédée d'une mise en demeure.

En dérogation aux dispositions de l'article 42 du CCAG-FCS, dans le cadre d'une résiliation du pouvoir adjudicateur pour un motif d'intérêt général, le titulaire ne pourra prétendre à indemnités.

ARTICLE 13 LIEU DE JURIDICTION

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Si un différend survient à l'occasion de l'interprétation de l'exécution du présent accord-cadre, les parties s'efforceront de le régler à l'amiable préalablement à toute action en justice.

A défaut le Tribunal administratif compétent est celui du lieu d'exécution des prestations.

ARTICLE 14 DEROGATIONS CCAG-FCS

L'article 3.1 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 13.1.3 du CCAG-FCS

L'article 4.1 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 11 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 12 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 42 du CCAG-FCS.

Fait en un seul original
Lu et accepté
(Signature et cachet de l'entreprise)